

Le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (Karl Marx)

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 30 Juin 2025

N° 517

PRIX : 100 FCFA

**TRAVAILLEURS, ORGANISONS-NOUS POUR NOUS
DÉBARRASSER DE CE MONDE CAPITALISTE !**



La vie de l'ouvrier dans ce monde capitaliste !

• **Sommaire au verso**

Le pouvoir aux travailleurs

Sommaire

Éditorial

Travailleurs, organisons-nous pour nous débarrasser de ce monde capitaliste !

Pages 4-11 Côte d'Ivoire :

► Élection présidentielle :
Ôte-toi de là que je m'y mette !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

- SN.AVECI : Dix jours de grève pour réclamer son dû !
- ESATC : Travailleurs en lutte
- MTCI : C'est la mafia !
- Dream cosmetics : Derrière l'affiche de rêve, le cauchemar des travailleurs
- Témoignage d'un travailleur
- Filtisac : le patron impose ses exigences
- Unilever : la rapacité d'un capitaliste !

LEUR SOCIÉTÉ

- Grossesses en milieu scolaire, des blablas !
- Après les « *filets sociaux* » voici la « *popote familiale* » !
- Levée du monopole à la sotra
- C'est la société capitaliste qui est violente

DANS LE MONDE :

Pages 11-12 Sénégal :

Des habitants protestent contre le pillage des côtes et les usines polluantes

Pages 12-13 France :

Si tous les états s'arment, c'est d'abord contre les peuples

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 25 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbre-poste courant.

Autres pays : nous consulter.

Adresse

Le PAT- LO
BP 20029
93501 Pantin Cedex France

Site internet : www.uatci.org

Éditorial

TRAVAILLEURS, ORGANISONS-NOUS POUR NOUS DÉBARRASSER DE CE MONDE CAPITALISTE !

Que l'on soit ouvrier ou employé chez Castel-Solibra, Gandour, Filtisac, Darling, Sivop, Dream cosmetics, impossible de vivre de son travail ! Ce sont pourtant des entreprises de référence par leur taille et leur aspect extérieur. Il en va de même pour les ouvriers du secteur du BTP ainsi que ceux d'autres entreprises, publiques ou privées.

Quelle est donc cette société où, même en travaillant 30 jours sur 30, rivés à leur poste, les ouvriers ne bénéficient même pas d'un jour de repos, ni de vacances sans pouvoir pour autant boucler le mois ? C'est le cas de la plupart des ouvriers de Castel-Solibra.

Avec ces miettes versées aux travailleurs, l'argent coule évidemment à flot du côté des riches ! Il existe des caves à vin dans les galeries commerciales fréquentées par les riches à Abidjan, où du vin est vendu jusqu'à cinq millions de francs la bouteille ! Et les clients ne manquent pas !

Les riches et les dirigeants politiques qui se relaient au pouvoir propagent l'idée qu'il y a eu de tout temps des riches et des pauvres, et que c'est aussi naturel qu'une main dont les cinq doigts ne sont pas identiques. Par conséquent, disent-ils, on ne peut rien y changer ! Ce qu'ils ne veulent surtout pas entendre, c'est que les cinq doigts en question ont tous leur utilité et sont également alimentés par la circulation sanguine ! Or, dans la société capitaliste, ceux qui grattent toute leur vie, génération après génération, doivent se contenter de miettes pour permettre à ceux qui se tournent les pouces toute leur vie d'accaparer des richesses produites par les travailleurs, à tel point que certains riches ne savent même plus quoi en faire !

Sans le dur labeur de la classe ouvrière, il n'existerait pas d'économie, ni de richesse dans ce monde ! Pourtant, ce sont les travailleurs qui sont à la base de ces richesses qui sont condamnés à vivre dans les bidonvilles, à se serrer la ceinture, à ne manger et se soigner que quand ils le peuvent, sans même pouvoir assurer leurs vieux jours ! Les animaux domestiques de ces riches sont mille fois mieux traités que les travailleurs et leurs familles ! Voilà la réalité de ce monde capitaliste dans laquelle nous vivons ! C'est

cette société-là que la classe ouvrière devra abattre pour construire le communisme !

Aujourd'hui, même le misérable salaire journalier officiel, fixé par les capitalistes et leurs délégataires, n'est pas respecté. Ainsi, par exemple, les ouvriers (environ 1000) de Sn-Avéci, une entreprise du bâtiment, luttent depuis plusieurs mois pour exiger le paiement des arriérés de leur salaire. Le montant ainsi volé par le propriétaire de cette entreprise s'élève à quelque 300 millions de francs. Au bout de dix jours de grève, le patron a fini par lâcher 60 millions, une petite partie du montant volé. Il a fait venir des forces de l'ordre et des commissaires de police pour menacer les grévistes et les contraindre à accepter ces 60 millions ! C'est lui le voleur et c'est lui qui bénéficie de l'assistance des forces armées gouvernementales contre les victimes de son vol ! C'est cela la « *justice* » des possédants ! Tout travailleur qui a vécu une grève pour réclamer son dû pourrait en témoigner ! Le pouvoir d'État appartient au camp des exploiters ! Tant que la bourgeoisie contrôlera l'économie, elle contrôlera également le pouvoir d'État et écrasera toute opposition venant des travailleurs, encore plus féroce si ça touche à ses intérêts vitaux !

Cependant, même s'ils n'ont pu arracher qu'une partie de ce qui leur a été volé, les travailleurs de Sn-Avéci ont eu mille fois raison de s'organiser syndicalement et de se défendre collectivement contre l'exploitation qu'ils subissent, autrement leur situation ne ferait qu'empirer.

Dans une lutte contre leur patron, les travailleurs ne gagnent pas à tous les coups, cela dépend du rapport de force entre eux et leur exploitateur. Par contre, ce qu'ils gagnent réellement en luttant collectivement ne se mesure pas seulement en argent : c'est l'organisation qu'ils apprennent à mettre en place pour défendre leurs

intérêts, la solidarité qu'ils tissent entre eux au travers de leurs luttes, la prise de conscience d'appartenir à une même classe sociale exploitée, par-delà sa nationalité, son ethnie, sa religion ou sa corporation, c'est d'apprendre à décider et à diriger collectivement eux-mêmes leur grève, à occuper un chantier ou une usine, à trouver les voies et moyens de contrecarrer les forces du patronat, etc. C'est aussi au travers de ce genre de confrontation que les travailleurs arrivent à la compréhension qu'une grève à un double caractère, syndicale, bien sûr, mais aussi politique. Car il y a ce qui se passe à l'intérieur de l'entreprise : les abus du patron, les salaires, les conditions de travail, etc. Mais il y a aussi ce qui se passe à l'extérieur : collusion entre le patronat et l'État, c'est-à-dire ses lois, son administration, sa police, etc. Il y a aussi la collusion entre tous les capitalistes qui, même quand ils sont en concurrence les uns contre les autres, ils savent qu'ils ont des intérêts communs face à la classe ouvrière.

Ainsi, en engageant des luttes syndicales pour des objectifs économiques, les travailleurs se rendent compte par leur propre expérience que face à eux il n'y a pas que leur patron mais aussi l'État. C'est une lutte de classe qui met en lumière l'organisation capitaliste de la société et qui permet de réaliser que derrière les revendications concernant les salaires ou les conditions de travail il y a aussi, qu'on le veuille ou non, une lutte politique.

Les travailleurs doivent prendre conscience que ce sont eux-mêmes qui doivent diriger leur lutte, c'est-à-dire fixer leurs revendications, organiser leur grève et décider collectivement de tout ce qui concerne leur mouvement. C'est de ces luttes, victorieuses ou pas, que naissent les militants de la classe ouvrière. C'est de là aussi que jailliront demain des luttes plus grandioses, entraînant, tel un ouragan, toute la classe

ouvrière dans une lutte totale et radicale contre cette classe sociale bourgeoise qui l'opprime et qui l'exploite.

Mais pour que la classe ouvrière puisse mener son combat jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'au renversement de la bourgeoisie, il faudrait que des militants politiques émergent des luttes syndicales et œuvrent à la construction du parti communiste révolu-

tionnaire prolétarien et internationaliste. Sans ce parti, les combats de la classe ouvrière seront inévitablement trahis.

Voilà pourquoi, les militants communistes qui militent dans les syndicats doivent avoir pour tâche prioritaire de propager les idées communistes, de recruter et former des révolutionnaires pour renverser la bourgeoisie.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE : ÔTE-TOI DE LÀ QUE JE M'Y METTE !

À l'approche de l'élection présidentielle au mois d'octobre, c'est le branle-bas au sein des partis politiques de la bourgeoisie. L'odeur de la soupe attise leurs narines !

Les coups de coudes et les peaux de bananes se multiplient pour écarter un concurrent. Ainsi, par exemple, le Pdcj de Tidjane Tiam s'est regroupé dans un premier temps au sein de la Cap-Côte-d'Ivoire (Coalition d'Avenir pour la Paix en Côte-d'Ivoire), un regroupement d'une vingtaine de partis politiques dont le Fpi d'Affi N'Guessan, celui de Simone Gbagbo, de Soro Guillaume, de Blé Goudé et consort. Quant à Laurent Gbagbo, avec son parti, le Ppa-ci, il s'est lui-même mis à l'écart en refusant de s'allier avec ses anciens amis du temps où ils étaient ensemble au pouvoir durant dix ans.

Voilà que Tidjane Tiam, après avoir à peine conclu une union avec ce groupement politique, vient de signer un autre accord, cette fois-ci, avec le Ppa-ci de Laurent Gbagbo, pour créer un soi-disant « *front commun* ». Il n'a même pas daigné préalablement consulter ses partenaires regroupés au sein de la Cap-Côte-d'Ivoire, les mettant ainsi devant le fait accompli.

Ce « *front commun* » a aussitôt appelé au boycott des futures élections si les candidatures de Tidjane Tiam, Laurent Gbagbo, Soro Guillaume et Blé Goudé, jusque-là

tous exclus de ces élections, ne sont pas réintégrés sur la liste électorale. Le « *front commun* » exige également la réorganisation de la Cei (Commission électorale indépendante), ainsi que la révision de la liste électorale déjà établie. Enfin, ces partis politiques s'opposent aussi à la candidature de Ouattara à un quatrième mandat.

À peine ce « *front commun* » constitué, voilà déjà qu'Affi N'Guessan, le dirigeant du FPI annonce à grands coups de trompette qu'il sera candidat quel que soit le cas de figure. Il dit qu'il est opposé à la candidature de l'actuel président mais il ne trompera pas grand monde car ce qu'il veut, c'est que celui-ci lui donne un os à ronger.

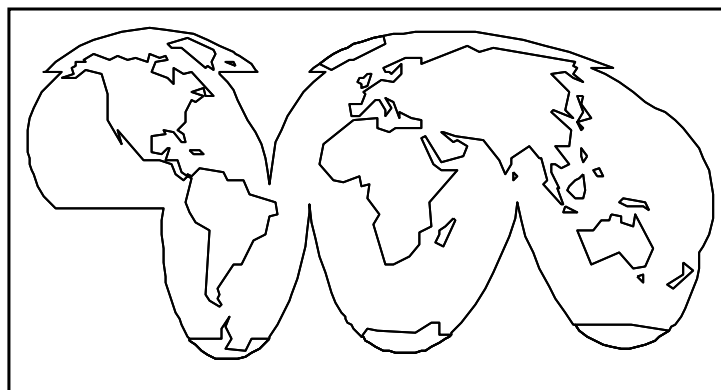
Dans ce combat de crocodiles, chacun voit midi à sa porte, l'objectif étant d'aller à la mangeoire. Quant à la candidature effective d'Alassane Ouattara, il laisse planer le doute et « *réserve* » sa réponse d'ici quelques jours. Ce qui est sûr c'est qu'au sein de son parti, le Rhdp, des crocodiles sont aussi prêts à se dévorer si d'aventure leur chef décide de se retirer.

Les travailleurs seraient bien naïfs de choisir entre tous ces candidats potentiels et de croire qu'un tel candidat vaut mieux qu'un tel autre. Tous se valent et sont absolument interchangeables. Au-delà de leurs discours, ce sont tous des serviteurs

des intérêts bourgeois, des défenseurs du système capitaliste. À ce titre, ils sont avant tout des ennemis des travailleurs et des populations pauvres. Les travailleurs n'ont donc pas à choisir entre la peste et le choléra ! Derrière leur simulacre

d'élection, il n'y a pas de démocratie qui tienne ! Avec ou sans la participation de Gbagbo, de Tidjane Tiam et consort, avec ou sans la candidature de Ouattara, il y a une dictature de la bourgeoisie contre le prolétariat !

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Le quotidien des travailleurs

SN.AVECI : DIX JOURS DE GRÈVE POUR RÉCLAMER SON DÛ !

SN.AVECI est une entreprise de construction de bâtiments. Malgré ses nombreux contrats juteux, les ouvriers travaillent dans des conditions lamentables et précaires. En plus de cela, le patron ne respecte même pas le paiement du salaire légal.

C'est pour revendiquer le paiement des arriérés de salaire que le patron leur doit que les travailleurs se sont mis en grève. C'est au dixième jour de grève que le patron propose de rembourser 60 millions sur les 200 ou 300 millions de francs qu'il doit. Au début de la grève, il proposait 10 millions, comme si c'était une aumône que les

travailleurs demandaient ! Pour imposer son offre de 60 millions qui sont loin du compte, le patron a fait appel à quatre unités de police et autant de commissaires. Ces derniers ont exigé que les travailleurs acceptent non seulement les 60 millions, mais aussi qu'ils reprennent le travail dès le lendemain.

Les travailleurs se sont réunis sur le champ et ont décidé la reprise du travail le lendemain. Même si le compte n'y est pas, c'est par la lutte qu'ils ont récupéré ces 60 millions qui leur ont été volés. Les travailleurs ont perdu une bataille mais la lutte n'est pas finie, c'est le seul langage que le patronat comprend !

ESATC : TRAVAILLEURS EN LUTTE



Grève des ouvriers du groupe CSCEC lors de la construction du quatrième pont d'Abidjan le 20 octobre 2020 (photo DR).

ESATC est une entreprise de placements qui fournit de la main d'œuvre au groupe chinois CSCEC chargé des travaux d'aménagement de l'autoroute périphérique d'Abidjan Y4-section 3, qui relie l'autoroute du nord à la voie de Dabou. Une cinquantaine de travailleurs d'ESATC ont bloqué la direction, tôt le matin du 10 juin pour protester contre le non-respect du barème salarial et le non-paiement des

heures supplémentaires. Ils exigent le paiement de leurs arriérés.

Toute la journée, aucun responsable chinois ni africain ne pouvait sortir de la «base vie» pour se rendre sur le chantier. Les travailleurs scandaient : « *Trop c'est trop, nous voulons l'intégralité de notre argent* », « *Nous voulons de meilleures conditions de travail* », « *Stop au vol et au salaire de misère* ».

C'est depuis le mois de septembre de l'année dernière que les travailleurs revendiquent ces points. ESATC et le collectif des travailleurs s'étaient mis d'accord sur les différents montants à payer mais CSCEC qui doit décaisser l'argent ne veut lâcher que des miettes.

Malgré l'intervention des forces de l'ordre, en l'occurrence la gendarmerie d'Anyama, les travailleurs sont restés campés sur leur position jusqu'à 19H. Ce sont finalement

les représentants de l'État, c'est-à-dire l'Ageroute et la Mission de Contrôle, qui vont venir au secours des employeurs en proposant une fois encore de faire appel à l'Inspection du travail.

Le lendemain 11 juin, bien avant l'arrivée des inspecteurs, les travailleurs déterminés et mobilisés ont durci encore plus le ton. Face au mécontentement grandissant, la

MTCI : C'EST LA MAFIA !

MTCI est une entreprise spécialisée dans la fabrication de contreplaqués, située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie une quarantaine de permanents et de nombreux journaliers.

Un des travailleurs y témoigne :

« Certains d'entre nous ont été embauchés en 2007 mais nous n'avons été déclarés qu'en 2012 à la CNPS. Pourtant, entre 2007 et 2012, des cotisations ont été prélevées sur nos salaires sans que cela n'apparaisse quelque part.

Nous venons d'apprendre que depuis 2022 notre entreprise ne s'appelle plus MTCI mais TPCI (Transformation Pacifique de Côte d'Ivoire). Nous n'avons pas été informés et avons constaté que tout le monde n'a pas été basculé vers cette nouvelle entreprise. Sur nos bulletins de salaire figure toujours le nom de MTCI.

Nous manquons de tout et le patron ne respecte rien. Seule une partie d'entre nous avons des chaussures de sécurité, et il ne l'a fait que récemment. Nous n'avons

direction a demandé du renfort à la gendarmerie pour se protéger.

Le temps que l'Inspection du travail finisse ces nouveaux calculs, les travailleurs continuent à se mobiliser pour être plus nombreux à la prochaine rencontre de négociation. Ils savent que c'est leur mobilisation qui peut faire céder le patron.

pas de tenue de travail adaptée. Il ne distribue pas de cache-nez régulièrement à la scierie malgré les sciures de bois. À la presse où nous utilisons des diluants, il n'y a pas de masque. Pour la chaudière, malgré le feu et la chaleur, aucune tenue adaptée. Dès que tu te plains des conditions de travail, il te donne une mise à pieds ou te met en chômage technique pour deux ou trois semaines. Nous sommes actuellement à l'Inspection du Travail avec lui ».

Les employeurs comme celui-là sont légion. Ils profitent du chômage de masse pour baisser les salaires et aggraver les conditions de travail. Ils ne craignent rien du gouvernement et de l'administration car ils ont les moyens d'acheter ceux qui sont chargés de les contrôler. Alors ils se croient tout permis et leur appétit de profit n'a pas de limite. Les travailleurs ne peuvent compter que sur leurs mobilisations et sur leurs luttes pour faire valoir leur droit à une vie décente et à des conditions de travail respectant leur santé et leur vie.

DREAM COSMETICS : DERRIÈRE L'AFFICHE DE RÊVE, LE CAUCHEMAR DES TRAVAILLEURS



Dream cosmétiques est une entreprise de cosmétique et de parfumerie

située dans la zone industrielle de Yopougon. Elle emploie plusieurs milliers de travailleurs dont l'écrasante majorité sont des journaliers. Voici le témoignage de l'un d'entre eux :

«Nos contrats journaliers sont limités à 11 mois renouvelable une fois. Lors du recrutement des journaliers, il y a un test écrit et une visite médicale au frais du demandeur d'emploi. Pour espérer avoir une place, il faut la plupart du temps mouiller la barbe des agents recruteurs. Détenir un tel contrat n'assure pas de travailler tous les jours. Chaque jour, une fois devant la porte de l'usine, l'ouvrier doit attendre d'être sélectionné avant d'aller travailler. Les autres doivent retourner chez eux, la paye et les frais de transport pour la journée sont perdus.

Malgré la présence des vestiaires en interne au sein de l'usine, les journaliers sont obligés de porter leurs tenues de travail en dehors de l'usine sans quoi l'accès à l'usine leur est refusé.

La pression de la direction est énorme, elle fait la pluie et le beau temps. Elle se permet de renvoyer des travailleurs à la maison simplement parce que les cheveux ou la barbe ont un peu trop poussé.

Les travailleurs journaliers sont obligés d'être présents 30 minutes avant l'heure

de démarrage. Le matin, il faut être à l'usine à 5H20, or il n'y a pas de car de ramassage. Pour certains qui habitent Abo-bo, par exemple, il faut sortir de chez soi à 3 heures du matin avec tous les risques d'agression que cela comporte et surtout, il faut espérer trouver un transport en commun, ce qui n'est pas évident à ces heures matinales.

Dans les ateliers, nous travaillons dans une chaleur infernale. Le patron ne trouve pas nécessaire d'installer des aspirateurs et des systèmes de ventilation pour régler la situation. Pour ces gens-là, les travailleurs sont des esclaves justes bons à suer du profit».

Cet exemple n'est pas spécifique à cette entreprise. C'est une situation qui est générale dans la zone industrielle. C'est de cette manière que les capitalistes tirent leur profit du travail des ouvriers. Ceux-ci n'ont d'autre choix que de s'organiser, car la classe ouvrière n'obtient du patronat et du gouvernement que ce qu'elle est capable de leur imposer par la lutte collective.

TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR



Fabrication de cartonnerie ondulé à MICI Z.I Koumassi.

« Je suis ouvrier dans une grande entreprise d'imprimerie et de papeterie de la zone industrielle de Koumassi. J'habite avec ma femme dans une maison à Gonzagueville (un bidonville). Le salaire ne suffisant pas pour boucler le mois, je me

suis lancé à fond dans les heures supplémentaires. Malgré cela, mes fins de mois restaient toujours difficiles. Alors, comme bien des travailleurs, tout en gardant mon boulot dans l'entreprise, je me suis lancé depuis un peu plus de deux ans dans l'auto-entrepreneuriat en contractant un prêt à la banque pour ouvrir un bistrot. J'avais cinq ans pour rembourser ce prêt.

J'ai dû me lancer à fond dans les heures supplémentaires pour booster mon revenu. Mais quelques mois après, les choses ont commencé à se compliquer. Une nouvelle direction a pris le contrôle de l'entreprise et a mis fin aux heures supplémentaires.

Entre temps, j'ai eu deux enfants et ma petite famille a grandi. Ma petite affaire n'a pas marché comme je le souhaitais et le prêt que j'avais contracté auprès de la banque est parti dans les dépenses de la vie courante, les frais de maternité, les couches et les biberons de mes enfants, etc.

Aujourd'hui, j'abime ma santé physique et mentale au boulot pour le remboursement des trois ans de traites restantes. La banque me laisse entre 40 et 60 mille francs sur ma paie mensuelle, même pas de quoi tenir le mois. De difficiles, mes fins de mois sont devenues impossibles. J'arrive à peine à payer mon loyer. J'ai l'intention de retourner dans ma famille, le temps de voir les choses venir ».

C'est une illustration de l'aggravation générale des conditions d'existence de la

classe ouvrière. De nombreux travailleurs essaient de s'en sortir en se lançant dans ce genre d'affaire. Les capitalistes sont d'autant plus voraces que le gouvernement les y encourage et que les réactions de la classe ouvrière sont loin d'être suffisantes pour menacer leurs affaires. Il y a des grèves et des arrêts de travail, notamment dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, mais tant que ces luttes resteront isolées elles ne permettront pas de changer le rapport de force entre la classe ouvrière et le patronat épaulé par l'État. Mais lorsque la colère des travailleurs et de leurs familles éclatera sur leurs lieux de travail et dans la rue, on verra si le patronat et le gouvernement continueront à les traiter avec autant d'arrogance et de mépris. Ce n'est que par leurs luttes que les travailleurs parviendront à arracher des améliorations pour leurs conditions d'existence.

FILTISAC : LE PATRON IMPOSE SES EXIGENCES



Au mois de mai dernier, les délégués syndicaux ont eu une rencontre avec le directeur général de l'usine pour lui soumettre certaines revendications des travailleurs. Il s'agissait entre autres de la revalorisation salariale, de la prime de logement et de la suppression de la récente augmentation des cotisations à la mutuelle d'assurance maladie. Il y avait aussi le fait que depuis 2023, les nouveaux embauchés en CDD et en CDI, autant dire des « faux contrats », sont

payés sur une base horaire comme des journaliers, contrairement aux anciens qui le sont sur une base mensuelle.

Évidemment, le DG n'a fait aucune concession ... sauf le rétablissement des points de rafraîchissement en eau qui avaient été supprimés dans l'usine. Il pense peut-être que l'eau glacée les aidera à refroidir le cœur des travailleurs !

Tant que ces revendications restent verbales, c'est-à-dire sans une volonté de les imposer par une grève capable d'arrêter la production, elles ne valent rien aux yeux du DG dont le but est de tirer le maximum de profit de l'exploitation des travailleurs pour satisfaire les actionnaires.

Les prolétaires n'ont pas de patrie

UNILEVER : LA RAPACITÉ D'UN CAPITALISTE

La multinationale britannique Unilever a décidé de liquider sa filiale ivoirienne en cédant ses activités à une autre entreprise. Du coup, les 500 travailleurs réclament le paiement de leurs droits. Selon des dispositions internes à l'entreprise, en cas de fermeture ou de liquidation comme c'est le cas actuellement, Unilever-Ci s'engageait à verser des dédommagements à ses employés. Mais aujourd'hui la direction refuse de payer malgré plusieurs convocations à l'inspection du travail. Elle veut que les

travailleurs se débrouillent avec la nouvelle entreprise. C'est pour dénoncer cette situation que le 12 juin dernier, les travailleurs ont organisé un « *point de presse* ».

Il est certain que ce n'est pas « *un point de presse* » qui fera reculer la direction d'une entreprise de cette taille. Bien que le groupe Unilever ait amassé des milliards de bénéfices durant toutes ces années en exploitant les travailleurs, il ne cédera pas une miette sans y être contraint et forcé.

Leur société

GROSSESSES EN MILIEU SCOLAIRE, DES BLABLAS !



Le 26 juin dernier, le Conseil National des Droits de l'Homme (CNDH) a publié un rapport selon lequel les cas de grossesses en milieu scolaire seraient en hausse de 8% par rapport à l'année scolaire passée. Le nombre est passé de 4.137 à 4.481. Ces cas sont ceux qui ont été recensés. Combien

d'autres se terminent par un avortement en cachette provoquant mort ou séquelles à vie ? Nous n'en saurons rien.

Au lieu de se montrer moralisateur à l'endroit des parents ou des élèves, tous ces rapports devraient aborder les vrais problèmes qui sont liés à l'accès aux contraceptifs, à la création d'un nombre suffisant de centres gratuits d'information et de sensibilisation avec possibilité de prise en charge dans les écoles pour celles qui voudront bénéficier d'une interruption volontaire de grossesse. Ceci éviterait les drames liés aux avortements clandestins. Ce serait bien plus efficace pour baisser le nombre de grossesses en milieu scolaire !

APRÈS LES « FILETS SOCIAUX » VOICI LA « POPOTE FAMILIALE » !



Il s'agit d'une dotation alimentaire de 50 000 FCFA à 2000 familles (ph.dr)

Décidément, le gouvernement ne manque pas d'idée en matière de démagogie, surtout en cette période électorale. Il vient de lancer une opération dite « *popote familiale* » présentée comme un projet de « *lutte contre la pauvreté* ». Il consiste à remettre à 2.000 familles démunies triées sur le volet un kit mensuel composé de

vivres et de produits d'hygiène d'une valeur de 50.250 francs par mois pendant sept mois. Et après les sept mois, vogue la galère ! Autant dire une goutte d'eau dans un océan de misère.

Prétendre faire reculer la pauvreté dans une société capitaliste, relève de l'utopie. Ce système est à la base des inégalités so-

ciales criantes, c'est lui qui génère la pauvreté et le chômage. Les capitalistes sont partout à l'offensive, ils accentuent l'exploitation, aggravent le chômage et les conditions de travail, payent des salaires de misère aux travailleurs ... Parler de lutter contre la pauvreté tout en défendant le capitalisme c'est vraiment se moquer des gens !

TRANSPORT URBAIN : LEVÉE DU MONOPOLE À LA SOTRA

Le gouvernement a annoncé que la SOTRA n'aura plus le monopole du transport urbain. Certains usagers ont exprimé leur joie suite à cette annonce. Pour eux, cela créera une concurrence qui mettra fin aux longues queues et aux longues heures d'attente devant les arrêts de bus, ainsi qu'aux surcharges. Mais cette concurrence existe déjà avec les gbaka et les woro-woro sans que les difficultés des usagers soient

résolues.

L'objectif du gouvernement n'est certainement pas de mettre fin aux galères des travailleurs et des populations pauvres qui empruntent le transport en commun. Si c'était le cas on l'aurait su depuis longtemps. Ce qu'il veut c'est probablement favoriser quelques capitalistes en se débarrassant de la Sotra.

C'EST LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE QUI EST VIOLENTE

Dans la commune d'Abobo, une dame a maltraité sa nièce de 12 ans parce qu'elle n'a pas assez vendu d'eau aux abords des routes. Ce genre d'histoire fait souvent l'affaire des gens qui alimentent les réseaux sociaux ou des pages de journaux qui cherchent à attirer des lecteurs avec des sujets à sensation. Mais c'est la triste réalité de très nombreuses familles populaires où les enfants sont souvent contraints de travailler pour aider les parents à joindre les deux bouts. Comment faire autrement

quand les revenus des travailleurs ne suffisent pas à assurer les besoins de la famille, même en travaillant trente jours sur trente. Sans parler de ceux qui n'ont pas de travail.

C'est là, la véritable cause du travail des enfants. Dans les familles des bourgeois on ne voit pas ce genre chose. C'est le visage de cette société capitaliste qui laisse des millions de personnes dans la misère alors que l'argent coule à flot pour la minorité riche.

Dans le monde

SÉNÉGAL :

DES HABITANTS PROTESTENT CONTRE LE PILLAGE DES CÔTES ET LES USINES POLLUANTES

Les habitants de Joal-Fadiouth, village de pêche situé à une centaine de kilomètres de Dakar n'en peuvent plus de supporter les odeurs pestilentielles dégagées par une usine de fabrication de farine de poisson

implantée en plein centre de leur village.

Écœurés par l'indifférence des autorités politiques, ils ont mis sur pied un collectif et invité, le 19 juin dernier, des journa-

listes pour alerter l'opinion publique sur les nuisances causées par cette usine dont les fumées provoquent des nausées et parfois des avortements. Les habitants veulent qu'elle soit transférée plus loin de leur village.



Août 2022, des habitants de Cayar réclament la fermeture d'une usine de farine de poisson (photo Greenpeace)

Ce cas est loin d'être unique. Depuis une dizaine d'années, des usines de farine ou d'huile de poisson ont été créées un peu partout le long des côtes avec l'encouragement de l'État sénégalais. Leurs productions sont essentiellement destinées à l'élevage intensif de poissons en Europe et en Asie. Elles appartiennent officiellement à des sénégalais mais ce ne sont que des prête-noms derrière lesquels se cachent des sociétés occidentales ou asia-

tiques qui échappent ainsi à certaines réglementations fiscales. Il en est de même pour nombre de gros chalutiers qui ramassent tout avec leurs gigantesques filets.

Assurément, les autorités sont impliquées dans ce pillage. Certains membres du gouvernement, de hauts cadres de l'administration, des douanes ou de l'armée, touchent des bakchichs en fermant les yeux ou en servant de prête-noms.

« Ces eaux sont en train de se transformer en désert liquide » déplore un représentant de la pêche artisanale. Devant la raréfaction des poissons, les petits pêcheurs sont contraints d'aller pêcher de plus en plus loin des côtes mais leurs petites embarcations ne sont pas faites pour la haute mer. Nombreux sont ceux qui y perdent la vie. D'autres abandonnent la pêche pour tenter leur chance dans l'émigration, mais là aussi les dangers sont nombreux.

Pendant ce temps, le gouvernement de Diomaye Faye, comme ses prédécesseurs, continue de fermer les yeux sur les pilliers des océans, les pollueurs et les affameurs tout en réprimant ceux qui prennent les pirogues et partent vers l'Europe pour échapper à la misère.

SI TOUS LES ÉTATS S'ARMENT, C'EST D'ABORD CONTRE LES PEUPLES

Nous reproduisons ci-dessous un éditorial datant du 30 juin 2025 et publié en France dans l'hebdomadaire de nos camarades de Lutte Ouvrière.



En menant leur opération militaire de destruction des sites nucléaires iraniens, les États-Unis ont voulu montrer leur force de frappe au monde entier.

Leurs bombardiers géants ont décollé du territoire américain. Ils n'ont eu à demander aucune autorisation à aucun pays pour traverser l'espace aérien mondial. Leurs super-forteresses n'ont même pas été détectables. En elle-même, cette opération militaire de la plus grande puissance mondiale est une étape importante de l'escalade guerrière.

Trump et à sa suite Netanyahu osent parler de paix après avoir dévasté Gaza, attaqué le Liban et bombardé la Syrie, puis l'Iran. Quand ces gens-là parlent de paix ou de guerre, c'est toujours les armes à la main, en ayant une puissance de feu dévastatrice.

En réalité, rien n'est moins garanti que la trêve actuelle avec l'Iran.

Et à Gaza l'armée israélienne continue son massacre qui a fait plus de 57 000 morts. Ayant mis la main sur la distribution de l'aide humanitaire, l'armée israélienne tire désormais aussi sur les foules qui viennent chercher de la nourriture.

En Cisjordanie, des milices de colons israéliens ont organisé des raids d'une violence accrue contre la population palestinienne. Dans un village palestinien du centre de cette région, alors que les médias internationaux étaient concentrés sur la guerre entre Israël, les Etats-Unis et l'Iran, une centaine de colons juifs ont profité des obsèques d'un jeune arabe de 13 ans, qui avait été tué par un tir israélien, pour organiser une sorte de pogrom en ville : en brûlant des voitures et en arrosant des maisons d'essence. Après s'être défendue avec des pierres, la population a ensuite dû subir les tirs de l'armée israélienne arrivée en renfort des colons. Voilà la paix de Trump et de Netanyahu !

Et puis, il y a eu la conférence de l'OTAN. Si celle-ci a été extrêmement courte, c'est parce que quasiment tous les pays présents se sont pliés immédiatement aux injonctions de Trump qui leur a demandé de prévoir une augmentation considérable de leur budget d'armement.

Jusque-là, l'exigence américaine était que le budget militaire des pays membres soit d'au moins 2 % du PIB. Cette barre devra passer à 3,5 % d'ici dix ans, et même à 5 % en incluant la partie sécurité intérieure du budget des États. À charge de ces mêmes États de faire payer leur propre population, ce qui signifierait pour la France trouver environ 40 milliards d'euros supplémentaires, en plus de toutes les hausses déjà prévues, pour que le budget de l'armée dépasse les 120 milliards d'euros en 2035.

Cela signifie une nouvelle augmentation considérable des budgets militaires européens. Aux pays qui veulent être dans le camp des Etats-Unis, ces derniers imposent leur diktat

ou les marginalisent. Et, au passage, ils offrent un marché quasiment exclusif à l'industrie militaire américaine dont les normes sont celles de l'OTAN.

Aujourd'hui, la guerre est au Moyen-Orient, en Ukraine et dans d'autres pays du monde, et pas encore ici. Mais quand autant d'armes s'accumulent, il serait fou de penser que nous ne serons jamais visés. Tous les États sont en marche vers la guerre.

Les dirigeants des États ne savent peut-être même pas eux-mêmes contre qui ils préparent la guerre, mais ils savent que s'ils ne s'y préparent pas leurs concurrents le font. Ce processus de marche à la guerre n'est fondamentalement contrôlé par personne, même pas par les États-Unis. Mais il est enclenché.

Si bien des choses nous échappent, nous savons en revanche d'ores et déjà que les guerres qui viennent seront contre les peuples et contre les exploités. On le voit déjà au Moyen-Orient.

Ceux qui nous gouvernent nous disent qu'on sera « dans le bon camp ». Mais il n'y aura pas de « bon camp » pour les peuples, car toutes les puissances dominantes sont des puissances capitalistes rivales qui se moquent toutes du sort des populations, à commencer par la leur.

Notre seule façon pour nous, exploités, de nous préparer à ce qui se met en place est d'abord d'être profondément convaincus qu'il ne faut faire aucune confiance à nos propres dirigeants, qu'ils soient civils ou militaires.

En temps de paix, l'État est le garant de notre oppression pour le compte de la grande bourgeoisie. En temps de guerre, il organise en plus notre mise au pas et notre enrôlement pour faire de nous ou de nos enfants de la chair à canon.

En tant que travailleurs, notre principal ennemi est dans notre propre pays, c'est la classe capitaliste et ses serviteurs politiques. Et il faut les combattre.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.